



Ville de Tarare

Envoyé en préfecture le 01/09/2017
Reçu en préfecture le 01/09/2017
Affiché le 
ID : 069-216902437-20170831-AMDAP_0037-AR

DAPADS17-0037-31.08- ARRETE DE PRESCRIPTION MODIFICATION 3 PLAN LOCAL D'URBANISME

ARRETE MUNICIPAL

de prescription de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme

Le Maire,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.153-36 et suivants ;

Vu la délibération du conseil municipal du 19 novembre 2013 approuvant le plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu la délibération du conseil municipal du 30 juin 2015 approuvant la modification n°1 du plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal du 9 novembre 2015 approuvant la modification n°2 du plan local d'urbanisme ;

Vu la délibération du conseil municipal du 3 juillet 2017 ayant pour objet l'information du conseil municipal sur le lancement de la procédure de modification n°3 du PLU ;

Considérant que le PLU a été approuvé par délibération du 19 novembre 2013 ;

Considérant que de nouvelles réalités concernant l'attractivité résidentielle et économique, traduites notamment dans un schéma directeur élaboré entre 2014 et 2015, en partenariat avec l'Agence d'urbanisme de l'aire métropolitaine lyonnaise, les habitants, associations et institutions locales, nécessitent des inflexions dans les stratégies urbaines et politiques du projet de développement de la ville ;

Considérant que plusieurs projets s'inscrivant dans le cadre du renouvellement de l'image de la Ville et de requalification de son centre-ville, dont la requalification de la traversée de la Nationale 7 en centre-ville, la réhabilitation du théâtre municipal, la rénovation urbaine du quartier de la Plata, l'étude du marché immobilier local et de ses capacités de développement sont en cours ;

Considérant que l'application du plan local d'urbanisme a mis en évidence certaines dispositions de son règlement comme étant difficilement applicables ou peu compréhensibles, et qu'il serait opportun de compléter, d'assouplir ou de corriger afin de mieux accompagner les porteurs de projet dans leurs actions ;

Considérant que l'application du plan local d'urbanisme a mis en évidence certaines erreurs graphiques dans le plan de zonage qu'il convient de corriger ;

Considérant que l'évolution du cadre législatif et réglementaire nécessite une mise en conformité du PLU, tant dans son contenu que dans ses conditions d'accès ;

Considérant que la procédure de modification n° 3 du PLU aura ainsi pour objet :

- L'adaptation des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et des emplacements réservés pour préserver et développer l'attractivité résidentielle et économique du territoire, ainsi que pour permettre la réalisation des projets urbains en cours ;
- La réécriture de certaines parties du règlement du PLU, pour les rendre plus lisibles et moins sujettes à interprétation pour les porteurs de projet ;
- La mise en conformité du PLU avec les dispositions législatives et réglementaires.

Considérant que ces adaptations relèvent du champ d'application de la procédure de modification dans la mesure où elles n'auront pour conséquence ni de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ni de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ni de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ou d'une évolution de nature à induire des graves risques de nuisance, ni d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser non ouverte dans les neuf ans suivant sa création ;

Considérant qu'en application de la décision n° 400420 du Conseil d'État en date du 19 juillet 2017, la procédure de modification sera soumise à la procédure d'examen au cas par cas, afin que l'Autorité Environnementale décide de sa soumission ou non à une évaluation environnementale ;

Considérant que la commune souhaite associer le public à la procédure de modification n°3 du PLU et que, dans ces conditions, une procédure de concertation avec le public sera mise en œuvre ;

A R R Ê T E :

Article 1

En application des dispositions des articles L.153-31 et L.153-36 du Code de l'urbanisme, la modification n°3 du plan local d'urbanisme de Tarare est prescrite.

Article 2

En application de l'article L.103-3 (dernier alinéa) du Code de l'urbanisme, les objectifs poursuivis par la procédure de modification du PLU sont fixés comme suit :

- L'adaptation des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et des emplacements réservés pour préserver et développer l'attractivité résidentielle et économique du territoire, ainsi que pour permettre la réalisation des projets urbains en cours ;
- La réécriture de certaines parties du règlement du PLU, pour les rendre plus lisibles et moins sujettes à interprétation pour les porteurs de projet ;
- La mise en conformité du PLU avec les dispositions législatives et réglementaires.

Article 3

En application de l'article L.103-3 (dernier alinéa) du Code de l'urbanisme, une procédure de concertation avec le public sera organisée dans l'objectif d'informer la population du projet de modification du PLU et de lui permettre de formuler ses observations et propositions.

Les modalités de la concertation seront les suivantes :

- Possibilité d'accéder au dossier de modification du PLU et de consigner des observations sur un registre tenu en mairie, aux heures d'ouverture au public ;
- Parution d'articles de présentation du projet de modification du PLU dans le bulletin municipal, dans la presse, sur le site Internet de la commune
- Communication par le biais d'affiches d'information disposées dans différents lieux du territoire (mairie, médiathèque, centre municipal de loisirs...)
- Réunion de présentation du projet aux personnes publiques associées.

Article 4

En application de l'article L. 132-5 du Code de l'urbanisme, les services de l'État seront mis à disposition de la commune, en tant que besoin, pour la mise en œuvre de cette procédure de modification.

Article 5

Conformément aux dispositions de l'article L. 153-40 du Code de l'urbanisme, le projet de modification n°3 du PLU sera, avant l'enquête publique, notifié aux personnes publiques associées listées ci-dessous :

- Les services de l'État
- La Région Auvergne Rhône-Alpes
- Le Département du Rhône
- L'autorité organisatrice des transports, le syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise (Sytral)
- La Communauté d'agglomération de l'Ouest rhodanien
- Le syndicat mixte du Beaujolais, porteur du schéma de cohérence territoriale
- La Chambre de commerce et d'industrie de l'Auvergne-Rhône-Alpes
- La Chambre des métiers et de l'artisanat du Rhône
- La Chambre d'agriculture du Rhône
- Le Syndicat de rivières Brévenne Turdine (Syribt)

Article 6

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie. Une mention sera insérée dans un journal diffusé dans le département. Enfin, il sera publié au recueil des actes administratifs de la commune.

Article 7

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Sous-Préfet de Villefranche-sur-Saône.

Fait à Tarare,
le 31 août 2017

Bruno PEYLACHON
Maire de Tarare

